

**Texte d'ANALYSE
sur le thème :**

**LA REVOLUTION DE VELOURS
DES FEMMES MAROCAINES**

Objet de l'analyse : Le statut de la femme, au Maroc, est régi par une législation actuellement en profonde mutation. Etablissant un pont entre les femmes Marocaines de là-bas et d'ici, cette analyse présente les enjeux des changements en cours. Ce document fera l'objet d'un développement plus vaste dans un prochain numéro de la revue Chronique féministe.

Contexte : L'Université des Femmes se donne comme objectif de diffuser les savoirs élaborés par et sur les femmes. Une des thématiques choisie pour la réalisation des documents d'analyse mis à disposition via son site internet est la mise en évidence des ressorts sexistes dans l'organisation sociale. L'exemple du cheminement des femmes marocaines vers une citoyenneté pleine et entière est, à ce point de vue exemplaire. A travers les lois qui concernent la famille, le mariage, le divorce, la filiation et leur évolution dans le temps et le débat politique, c'est, en miroir, l'appréhension de ces dimensions familiales dans nos sociétés multiculturelles qui est interrogée.

1. INTRODUCTION

L'association *Citoyennes d'Ici et d'Ailleurs (1)*, est une ASBL, pluraliste qui a, entre autres, comme objectif de promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes. Son agenda d'activités développe principalement une campagne de promotion par la prévention, l'éducation aux droits sociaux, civiques et juridiques.

Ce travail se base en premier lieu, sur le principe du droit à l'autonomie et à l'égalité des femmes et des hommes, des jeunes filles et des enfants de tout horizon. En second lieu, elle vise à aider chacun et chacune à valoriser sa culture d'origine et à mieux comprendre celle des autres et en même temps à favoriser l'insertion des personnes dans la culture de leur société, d'origine ou d'accueil.

En troisième lieu, l'association tente de regrouper, d'associer, et de représenter des femmes et des hommes de tous milieux – quelles que soient leurs opinions ou situations - en vue de promouvoir leurs intérêts et leurs droits sociaux, culturels, politiques, et économiques. Elle s'inscrit, dans cette démarche, dans le principe de droit et de respect de leur autonomie individuelle.

De ces manières, l'association veut promouvoir l'égalité des femmes et des hommes en luttant contre toute forme de discrimination et/ou d'extrémisme, dans tous les secteurs d'activités et aux différents niveaux de la société, national et international.

L'association a mis sur pied, avec la collaboration du Centre d'études et de recherches sur la famille et l'enfant, une formation sur la *Mudawana*, le nouveau code de la famille au Maroc. Cette formation s'est déroulée au Maroc, à Marrakech, et a regroupé un ensemble d'associations de femmes (belgo-marocaines), plusieurs institutions publiques, des avocates et des représentant(e)s d'administrations communales en charge de l'égalité des chances.

L'Université des Femmes a participé à cette formation et présente dans cette analyse les principaux éléments des changements législatifs en cours au Maroc en relation avec le Code de la famille.

2. CONTEXTE SOCIAL ET CULTUREL

Le Maroc est dorénavant engagé dans un processus de démocratisation. Le Code de la famille, en fonction de l'espace qu'il régit, constitue le premier pari et le plus grand défi de la construction démocratique. La société marocaine ne peut réussir l'expérience démocratique sans une véritable remise en question des principes fondamentaux et une remise à niveau systémique de l'arsenal social qu'il soit institutionnel, juridique, voire même politique et culturel.

La démocratisation de l'espace privé est une condition *sine qua non*, étape initiale à la fois nécessaire et obligatoire, pour que le processus de démocratisation de l'espace public soit conséquent. Il semble que le nouveau code s'inscrive dès lors dans cette logique et reconnaisse la démocratie comme valeur fondamentale du droit à l'égalité.

La *Mudawana* constitue donc une étape importante dans la consécration de la démocratie réelle au Maroc. Le débat qu'a suscité le Plan d'action nationale pour l'intégration des femmes au développement (PANIFD) a exercé un impact important sur les attentes de la société marocaine en général mais particulièrement sur les attentes du mouvement des femmes. Si ce débat s'est focalisé principalement sur les enjeux du référentiel religieux, il a laissé quelque peu dans l'ombre la question de la mise en application. C'est pourquoi toutes les composantes de la société attendaient avec impatience les délibérations de la Commission royale, mise en place pour réviser les dispositions discriminatoires du CSP, appelé communément *la Mudawana*.

3. PRESENTATION DE LA MUDAWANA

Devant les instances politiques ainsi que les représentants et les représentantes du peuple, le roi en a livré le contenu dans un discours historique donné le 10 octobre 2003. Ce nouveau code se révèle être une tentative de consensus social s'affirmant sur la reconnaissance d'une réalité sociale, des finalités de la charia et du

principe philosophique universel des droits humains.

Cet audacieux projet de société s'articule autour de trois grands axes :

1. La consécration du principe de l'égalité entre les conjoints ;
2. La garantie de l'équilibre familial à travers la responsabilité du Ministère publique ;
3. La protection des droits des enfants.

Ce texte, appelé dorénavant la Mudawana ou nouveau code de la famille, non seulement se présente comme une rupture avec la terminologie juridique qui infériorise les femmes mais aussi s'approprie une terminologie nouvelle qui consacre la dignité des femmes. Le Code accorde de nouvelles attributions au Ministère Public en tant que médiateur, le considérant comme partie importante dans toutes les affaires de familles pour garantir l'équilibre au sein de la famille et assurer, par ce fait même, l'exécution des jugements et, surtout, garantir la protection des femmes et des enfants.

4. LES 10 ARTICLES LES PLUS IMPORTANTS DE LA RÉFORME DE LA MUDAWANA

4.1. LES CONDITIONS DU MARIAGE EN DEHORS DU MAROC.

Se marier à l'étranger est rendu plus simple. Dorénavant, les Marocains vivant à l'étranger pourront contracter le mariage selon la procédure en vigueur dans leur pays d'accueil. Si deux témoins musulmans sont présents, l'acte de mariage sera alors transcrit au consulat.

4.2. LA MAJORITÉ MATRIMONIALE DES FILLES AU MAROC.

L'âge de la majorité matrimoniale pour les garçons aussi bien que les filles passe de 15 à 18 ans. Dans des situations exceptionnelles, le juge peut donner la permission de se marier plus jeune, par exemple si la jeune fille est enceinte.

4.3. LA TUTELLE MATRIMONIALE.

Désormais, les filles ont le droit de choisir les conditions de leur mariage en fonction de leur désir de se marier ou non. Chaque fille peut dorénavant choisir d'épouser, à partir de 18 ans, la personne qui lui agréée. Jusqu'à présent, chaque fille avait besoin d'un wali, quelqu'un qui la donne en mariage, en l'occurrence le plus souvent un père ou un frère. La wilaya, la tutelle pour les femmes et les filles, est maintenant supprimée.

4.4. LE PRINCIPE D'ÉGALITÉ DANS LE MARIAGE.

Jusqu'à présent l'homme était à la tête de la famille et la femme était subordonnée à son mari. Désormais, homme et femme sont responsables de manière égale vis-à-vis de la famille et vis-à-vis d'eux-mêmes. Il s'agit là d'un changement révolutionnaire sans précédent et probablement le changement le plus important annoncé par le Roi Mohamed VI.

4.5. DES MESURES PLUS STRICTES PAR RAPPORT À LA POLYGAMIE.

La polygamie est le sujet tabou le plus débattu et le plus controversé dans le pays dans le cercle des hommes aussi bien que des femmes. Bien que, strictement parlant, un homme sur 100 soit marié à plus d'une seule femme, la polygamie reste cependant un point sensible. C'est d'ailleurs le principal sujet de désaccord entre les associations de femmes marocaines. La polygamie à ce jour, n'est pas encore formellement supprimée, mais elle est rendue presque impossible.

Désormais, c'est au juge que revient la décision d'octroyer ou de réfuter la permission à l'homme d'épouser une deuxième (troisième, voire même quatrième) femme.

Il est bon de noter que même dans la loi actuelle, certaines indications protègent les femmes. Ainsi selon la Sharia, la femme peut demander que certaines conditions pré-nuptiales soient stipulées dans son contrat de mariage de sorte qu'elle puisse revendiquer de plein droit le divorce au cas où son mari prendrait une deuxième femme. En pratique, peu de femmes ont connaissance ou font état de ce droit. Dans la nouvelle loi, certaines conditions juridiques sont imposées à l'homme qui désire revendiquer ce droit religieux. Tout d'abord, la première épouse doit donner la permission à son mari d'épouser une autre femme, et la seconde épouse doit être au courant qu'il y a une première épouse; en second lieu, l'homme doit être en état de pourvoir aux besoins matériels et de traiter toutes ses femmes et ses enfants de façon égale.

5. CHANGEMENT PAR RAPPORT AU DIVORCE

Autre sujet disputé, la répudiation n'est plus automatique. L'homme ne peut plus divorcer, comme par le passé, de sa femme en la répudiant ; il doit désormais demander le divorce au juge. Dans la nouvelle loi, il est à présent possible de se séparer sur base d'un consentement mutuel, si le juge en donne la permission. Ainsi la femme peut maintenant, elle aussi avoir le droit de décider. Si une femme veut demander le divorce selon les lois en vigueur, elle doit convaincre le juge de ses circonstances, en lui donnant des preuves ou des raisons de lui accorder le divorce. La femme peut demander le divorce sur base de litige avec son mari. Le juge doit entreprendre au moins deux tentatives de réconciliation. Quand les tentatives de réconciliation échouent, le divorce est par conséquence, d'office accordé.

5.1. PARTAGE DES BIENS CONJUGAUX DANS LE CADRE D'UN DIVORCE.

Dans le cas d'un divorce, il ne va pas de soi que tous les biens collectés soient partagés équitablement. Dans le nouveau texte, on insiste sur une clause du contrat de mariage qui traite des biens et du mobilier. Le nouveau texte introduit aussi la possibilité pour les conjoints de se mettre d'accord en créant un document pré-nuptial, détaché du contrat de mariage, ceci afin de créer un cadre pour l'utilisation et l'administration des biens acquis pendant le mariage.

Désormais, les procédures à entamer sont réduites au minimum et rendues plus efficaces. Les procédures ne devraient pas, par exemple, durer plus de six mois. Plus important encore, les décisions du juge sont irrévocables. Beaucoup de temps et de difficultés peuvent être épargnées grâce à ce système. Le Ministre marocain de la Justice affirme que dans le cas des contrats de mariages conclus avant ces changements, « *chaque conjoint peut rédiger un contrat à part rattaché à leur contrat de mariage, dans lequel est stipulé ce qui appartient à qui dans le ménage commun et qui a contribué à quoi.* »

5.2. LE DROIT SUR LES ENFANTS DANS LE CADRE D'UN DIVORCE.

Un des changements importants est que la femme peut garder le droit de garde sur ses enfants, même quand elle se remarie. Il existe quand même des conditions. Elle peut aller habiter où elle veut avec ses enfants. Si elle désire habiter à l'étranger, le juge interviendra auprès de son mari. Jusqu'à présent, les enfants issus d'un divorce vivaient chez leur mère, la fille jusqu'à 15 ans et le garçon jusqu'à 12 ans. Dorénavant, ils resteront tous les deux jusqu'à 15 ans. Les pères, après un divorce, sont donc encouragés à continuer à prendre leurs responsabilités vis-à-vis de leurs enfants en veillant à leur soin et leur entretien. Cela peut durer jusqu'à la 25ème année des enfants s'ils étudient ou jusqu'à ce que les filles se marient.

5.3. NATIONALITÉ.

D'après l'article 6 de loi sur la nationalité marocaine datant de 1958, les enfants d'un père marocain sont automatiquement de nationalité marocaine même s'ils sont nés dans un autre pays et ont une mère d'origine étrangère. Dans le dernier cas de la Belgique, même si la mère est belge et que les enfants jouissent de la nationalité belge, les enfants auront alors la double nationalité. Lorsqu'une mère de nationalité marocaine.

5.4. DISPOSITIONS PAR RAPPORT AUX ENFANTS HORS MARIAGE.

Jusqu'à présent les enfants nés en dehors du mariage n'étaient pas inscrit dans le registre d'état civil, ce qui faisait qu'ils n'existaient pas aux yeux de la loi, et donc qu'ils ne pouvaient pas aller à l'école. Désormais les enfants nés hors mariage sont reconnus, les procédures deviennent dès lors simplifiées. Le Maroc a enfin intégré dans son nouveau code de la famille, toutes les dispositions du traité de la charte des Nations Unies protégeant les droits des enfants, reprises dans la législation de la famille et de la personne.

6. CONCLUSION

Au niveau international, on peut dire que le Code de la famille constitue un véritable message adressé notamment au monde musulman, pour lui montrer et démontrer que l'Islam contient des sources intrinsèques pour instaurer et garantir l'égalité au sein de la famille. Le concept de *L'Ijtihad* (effort d'interprétation) ou de réforme dans un contexte musulman, est présentée non comme une digression mais plutôt une relecture de la tradition juridique islamique sur base de la Sharia.

Le nouveau code adopte la *Mudawana*, en tant que la nouvelle appellation de code de la famille, qui vise à montrer l'intérêt et à promouvoir l'importance, accordés de façon égale et non arbitraire à tous les membres de la famille.

Il précise, contrairement à l'ancien texte, le champ d'application et détermine les règles de conflits de lois applicables au niveau national, et en matière de droit international privé, en énonçant que les dispositions s'appliquent conformément :

- à tous les marocains et marocaines ou qu'ils ou elles résident, même ceux et celles ayant une autre nationalité
- aux réfugiés, y compris les apatrides, conformément à la convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés
- à toute relation entre deux personnes lorsque l'une d'elles est marocaine
- à toute relation entre deux personnes de nationalité marocaine, lorsque l'une d'entre elles est de confession musulmane

7. NOTE

(1) CitoyenNEs d'Ici et d'Ailleurs asbl, 10 rue du Méridien 1210 Bruxelles.

8. REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- *Tout connaître sur le nouveau code de la famille* (notes de cours), BENRADI Malika, Rabat, 14-18 novembre 2005
- *La nouvelle Moudawana*, Steunpunt Allochtone Meisjes en Vrouwen, Bruxelles, 2005

- *La situation juridique des femmes au Maroc*, DROUOT-BOUCHÉ Anne-Liz, in : Chronique féministe, n°71/72, 02/2000, pp. 27-31
- *Les associations féminines pour les droits des femmes*, REMAOUN Malika, in : Mouvements sociaux, mouvements associatifs [Dossier], in : Insaniyat/Revue algérienne d'anthropologie et de sciences sociales, n°8, 1999, pp. 129-143
- *La condition de la femme marocaine*, COMBE Julie, Paris : Editions L'Harmattan, 2001, 224 p.
- *La discrimination garçon/fille constitutive de l'identité de genre au Maghreb*, LACOSTE-DUJARDIN Camille, in: Sexe et genre: de la hiérarchie entre les sexes, Paris : CNRS, 2002, pp. 195-202
- *En milieu maghrébin, une question d'honneur*, HAMEL Christelle, in: Dissemblances: jeux et enjeux du genre, Paris : Editions L'Harmattan, 2002, pp. 37-50
- *Féminisme et politique au Maghreb (1930-1992)*, DAOUD Zakya, Paris : Maisonneuve et Larose, 1994, 373 p.
- Genre et politique au Maroc: les enjeux de l'égalité hommes-femmes entre islamisme et modernisme, ALAMI M'CHICHI Houria, Paris : Editions L'Harmattan, 2002, 155 p.
- *La modernité, pour ou contre les femmes?*, in: La place des femmes: les enjeux de l'identité et de l'égalité au regard des sciences sociales - Introduction générale: des questions en débat, EPHESIA ; MARZOUKI Ilhem, Paris : La Découverte, 1995, p. 84-99
- *Polygamie au Maghreb: Controverses autour d'un droit en mouvement* in: Sexualité et sociétés arabes, KOUDJIL Abderrahmane, in : Confluences Méditerranée, n°41, 2002, pp. 77-88

© Université des Femmes asbl

Date du document : novembre 2005

Ont contribué à la réalisation de ce document :

Rédaction : Aïcha BELGHITI

Relecture et mise en page : Claudine LIENARD